

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Autorisation d'exploiter un centre de transit et
regroupement de déchets

Société SARP CENTRE EST à Mâcon

LE PREFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

N° 09-02270

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 février 1991 au nom de la S.A. SOREVID autorisant l'exploitation d'une station de transit de déchets sur le territoire de la commune de Mâcon

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 juin 1996 au nom de la S.A. SOREVID-SAVEM autorisant le stockage de déchets ménagers spéciaux

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 6 novembre 2001, au nom de la société SARP-Centre Est

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005, autorisant le transit de déchets industriels provenant d'installations classées

Vu la demande présentée le 8 juin 2008 par la société SARP Centre Est dont le siège social est situé 105, avenue du 8 mai 1945 à Rillieux La Pape, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de transit et regroupement de déchets ménagers et assimilés, des déchets dangereux des industriels d'une capacité maximale de 258 tonnes sur le territoire de la commune de Mâcon, rue des Frères Lumière

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande

Vu la décision en date du 7 août 2008 du président du tribunal administratif de Dijon portant désignation du commissaire enquêteur

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 septembre 2008 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 29 septembre au 29 octobre 2008 inclus sur le territoire des communes de Mâcon, Varennes les Mâcon et Grièges (01)

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public

Vu la publication de cet avis dans quatre journaux locaux, 2 en Saône et Loire, 2 dans l'Ain

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Varennes les Mâcon

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés

Vu le rapport et les propositions en date du 22 avril 2009 de l'inspection des installations classées

Vu l'avis en date du 14 mai 2009 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu

Vu le projet d'arrêté porté le 15 mai 2009 à la connaissance du demandeur

Vu le courrier du demandeur en date du 20 mai 2009 confirmant l'absence d'observations à formuler sur ce projet

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SARP Centre Est dont le siège social est situé à Rillieux La Pape est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Mâcon, Rue des frères Lumière en Zone Industrielle Sud, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les actes suivants sont abrogés par le présent arrêté:

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs
22 février 1991
6 juin 1996
6 novembre 2001
24 mai 2005

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	*A,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
167 A	a	A	Installations d'élimination, de déchets industriels provenant d'installations classées à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères A) Stations de transit	Réception: 30 T/J
322	A	A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains A) Stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 268 bis	
1412		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	130 kg
2711		NC	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 200 m ³	

* A (Autorisation) ou NC (Non Classé)

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Mâcon, parcelle CL 220.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 9000 m².

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Le bâtiment A de 392 m², partagé en 4 cellules de 98 m² sera dédié au transit et regroupement de déchets dangereux (DMD) et déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) conditionnés en fûts, caisses, palettes avec un maximum de 12 tonnes par cellule.

Le bâtiment B de 260 m² sera dédié quant à lui au transit et regroupement de déchets dangereux (DMD) et déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD), graisses alimentaires conditionnés en fûts, caisses, palettes mais aussi bennes. Sa capacité maximale est de 30 tonnes.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) peuvent être stockés soit dans le bâtiment A soit dans le bâtiment B.

Un bâtiment de 260 m² accueillant 6 citernes aériennes de 30 m³ chacune, destinées à stocker les déchets dangereux liquides, les déchets aqueux, les boues hydrocarburées, les matières de vidange.

Une fosse de binotage avec 2 bennes de 6 m³ m enterrées recueillent boues et eaux hydrocarburées.

Aucun déchet n'est stocké sur site en dehors des ces équipements.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement .

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations.

La zone correspondant aux effets létaux en cas d'incendie : Cette zone n'a pas vocation à la construction de locaux à usage d'habitation, d'immeubles habités ou occupés par des tiers, de voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations connexes à l'entrepôt.

La zone correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie : Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'établissements recevant du public, d'immeubles de grande hauteur, de voies ferrées ouvertes à un trafic de voyageurs, de voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserves d'eau d'incendie, de voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations connexes à l'entrepôt.

Ces définitions ne présentent des obligations que pour l'exploitant à l'intérieur de l'enceinte de son établissement. Les zones correspondant aux effets létaux et irréversibles sont représentées sur le plan en annexe.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : site industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative de Dijon:

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
20/08/85	Arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2– GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). et d'aspect visuel.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 9.2.2	Analyses d'eau de la nappe	Semestrielle
Article 9.2.3.1	Analyses des rejets d'eaux pluviales	Semestrielle

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 9.2.2	Analyses d'eau de la nappe	Semestrielle
Article 9.2.3.1	Analyses des rejets d'eaux pluviales	Annuelle
Article 9.4.1	Bilan de fonctionnement	Tous les dix ans

TITRE 3- PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

La hauteur minimale des événements vis-à-vis du terrain naturel est supérieure ou égale à 3,20 mètres.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal journalier
Réseau public	300 m ³	2 m ³

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Le prélèvement en nappe est interdit.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux pluviales
- eaux domestiques.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	ED (un seul point de rejet)
Nature des effluents Débit maximal annuel Débit maximum journalier Exutoire du rejet Station de traitement collective Conditions de raccordement	Eaux domestiques 300 m ³ 2 m ³ Réseau d'eaux usées communal Station d'épuration urbaine du SITEAM Convention

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP(un seul point de rejet)
Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement du rejet	Eaux pluviales Réseau d'eaux pluviales communal Séparateur à hydrocarbures

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.1. Aménagement

4.3.6.1.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur l'ouvrage de rejet des eaux pluviales est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux réglementations en vigueur.

ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : E.P.

Paramètre	Concentrations maximale moyenne sur une période de 2 heures (mg/l)
pH	Entre 6 et 9
MES	100
DCO	300
DBO ₅	100
CN	0,1
Métaux totaux	15
Hydrocarbures	10

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 2172 m².

TITRE 5- DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les quantités suivantes:

Codes des déchets	Nature des déchets	Volume maximal
13 02 05 13 01 10	Huiles mécaniques Huiles de vidange	100 l
20 01 01	DIB	2 m ³
16 07 08	Boues séparateur	4m ³
16 02 14	DEEE	100 kg ou 200 m ³

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :
Au cas par cas, il peut être utile de ramener la production de déchets à une capacité de production

Codes des déchets	Nature des déchets	Tonnage maximal annuel	
		Production totale	Mode d'élimination prévu
13 02 05 13 01 10	Huiles de vidange Huiles mécaniques	1 000 l /an	Valorisation énergétique ou recyclage matière
19 08 05 19 08 13	Déchets de fond de cuve	2 m ³	Incinération ou traitement
20 01 01	DIB	500 kg /an	Enfouissement
16 07 08	Boues séparateur	4m ³ /an	Traitement des boues et/ou incinération
20 01 40	Ferrailles	500 kg /an	Valorisation

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point n° 1	68	55
Point n° 2	70	
Point n° 3	61	
Point n° 4	65	
Point n° 5	62	

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les points 1 à 5 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7- PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGE INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Article 7.2.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.2.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.2.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les travaux découlant de l'étude des risques liés à la foudre sont réalisés avant le 30 septembre 2009.

ARTICLE 7.2.5. AUTRES RISQUES NATURELS

Les installations sont protégées contre les conséquences des inondations:

Une procédure des différentes opérations à mener en cas d'inondation est rédigée en fonction des cotes annoncées des crues. Elle comprend en particulier :

- l'évacuation de tous les produits en cuves et en fûts dans les 24 heures qui suivraient une alerte
- le nettoyage du débourbeur-deshuileur
- l'arrimage et le rangement de tout ce qui pourrait être entraîné par les eaux.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Dispositions particulières applicables à l'aire de dépotage des citernes à vidange :

L'ensemble des opérations de dépotage y compris le retrait et la remise en place du capot mobile fait l'objet d'une consigne. Cette consigne prévoit également une interdiction lorsque les conditions météorologiques sont défavorables. Elle doit être affichée à proximité de l'aire de dépotage.

ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la procédure d'alarme, la conduite à tenir en cas d'incident, d'accident ou de crise, le maniement d'extincteur, de RIA et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.4.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.4.1. SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Détecteurs incendie :

Chaque cellule du bâtiment A est équipée :

- d'un détecteur de chaleur relié à une centrale avec alarme sonore et renvoi téléphonique au personnel d'astreinte
- d'un extincteur polyvalent à poudre ABC et d'un bac de sable.

Le bâtiment B est équipé, avant le 31 décembre 2009, d'un système de détection d'incendie, conforme aux référentiels en vigueur, avec alarme sonore et renvoi téléphonique au personnel d'astreinte.

Les bâtiments A et B ainsi que le hall de stockage des citernes sont sous télésurveillance 24h/24 avec renvoi d'alarme à une société de gardiennage.

CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Chaque citerne de 30 m³ est placée dans une rétention de 36 m³.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.4. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.5. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

ARTICLE 7.6.2. DOCUMENTS

Avant la mise en service de l'entrepôt, l'exploitant transmet, en format A3, le plan de masse, le plan de situation, les plans détaillés par zone à M. le Chef du Groupement SUD de la Direction Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON.

ARTICLE 7.6.3. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose a minima de :

- un débit de 60 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :
 - soit, 1 poteau d'incendie normalisé de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible(s) en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et moins de 150 m.
 - soit, une réserve d'eau de 120 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés, en particulier le bâtiment DMS est équipé d'un RIA de 30 mm de diamètre sur un enrouleur de 20 mètres;

Chaque cellule du bâtiment A est équipée d'un extincteur polyvalent à poudre ABC et d'un bac de sable.

Des kits absorbants, pour de petites quantités d'effluents, sont tenus à disposition à proximité immédiate des points d'approvisionnement, de stockage et d'expédition.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.6. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Article 7.6.6.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Les volumes susceptibles de confiner les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont constitués par le hall citerne (210 m³) et la rétention globale du site (330 m³) qui est obtenue par l'intermédiaire d'une vanne d'isolement située en partie Nord sur le réseau d'eaux pluviales. Cette vanne doit pouvoir être actionnée en toutes circonstances, localement.

Elle est signalée par un panneau visible en permanence par les secours indiquant :

" Vanne d'isolement, en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée - Rétention des eaux d'extinction".

Le bâtiment A est relié à une cuve de rétention déportée et maintenue constamment vide, étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 4 000 litres.

La vidange des volumes de confinement suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

TITRE 8- CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 DECHETS ENTRANTS ET DECHETS D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.1.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le producteur de déchets entrant sur le site doit pouvoir connaître la ou les destinations finales de ses déchets et être à même de juger du service qu'il demande.

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance des déchets, caractéristiques, origine, mode de production...) en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et des risques de son installation.

ARTICLE 8.1.2. DECHETS ADMISSIBLES SUR LE SITE

Article 8.1.2.1. Provenance des déchets

En aucun cas ne peuvent être admis des déchets provenant de l'étranger.

Article 8.1.2.2. Catégories et quantité de déchets admissibles sur le site

Les déchets admis sur le site sont répertoriés en annexe.

Article 8.1.2.3. Déchets non admissibles sur le site

Les déchets suivants ne sont pas admis sur le site:

- déchets explosifs
- déchets radioactifs
- déchets contenant des PCB et/ou PCT dans une teneur supérieure ou égale à 50mg/kg
- déchets souillés par des germes pathogènes
- tous déchets non identifiés.

ARTICLE 8.1.3. PROCEDURE D'ACCEPTATION PREALABLE DES DECHETS

Article 8.1.3.1. Information préalable

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques, les coordonnées du producteur ainsi que l'accord écrit de prise en charge du centre de traitement.

L'exploitant doit obtenir du producteur avant l'enlèvement tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

L'exploitant est informé des problèmes que peuvent créer les mélanges, et en cas d'erreur, des dangers et surcoûts qu'ils peuvent occasionner pour les centres d'élimination.

Pour une collecte sans aucun mélange, en particulier pour les déchets conditionnés jusqu'à 1m³ et les déchets courants de type eaux hydrocarburés, graisse, boues de curage, une vérification simple est réalisée par l'opérateur lors du chargement et/ou par le responsable du centre lors du déchargement.

Dans les autres cas et en cas de doute sur la composition du déchet à collecter, une analyse est réalisée par l'exploitant, en externe ou par le centre destinataire présumé, avant chaque enlèvement.

Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés notamment par l'inspecteur des installations classées, les échantillons doivent être archivés pendant au moins un mois, et les documents pendant au moins deux ans.

ARTICLE 8.1.4. RÉCEPTION ET ENLÈVEMENT D'UN DÉCHET

A la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet,

Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- confirme au producteur la destination donnée au déchet,
- transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

ARTICLE 8.1.5. REGISTRE D'ENTRÉE ET SORTIE

Article 8.1.5.1. Registres d'entrée et de sortie:

Les registres tenus contiennent les informations suivantes pour les déchets dangereux présentés :

1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé;
2. La date de réception des déchets;
3. Le tonnage des déchets;
4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets;
5. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et, le cas échéant, son numéro SIRET ou, si le déchet a fait l'objet d'un traitement ou d'une transformation ne permettant plus d'identifier sa provenance, le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'exploitant de l'installation ayant effectué cette transformation ou ce traitement;
6. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET;
7. Le nom, l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé;
8. La désignation du ou des modes de traitement ou de la ou des transformations et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975;
9. La date du reconditionnement, de la transformation ou du traitement des déchets;
10. S'il s'agit d'une mise en décharge, l'identification de l'alvéole où les déchets sont stockés;
11. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets.

Les informations contenues permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. Les registres d'entrée et de sortie sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 8.1.6. REGROUPEMENT ET TRANSVASEMENT:

Les opérations de manutention, de chargements ou de déchargements ne sont effectuées que sous la surveillance permanente d'un opérateur.

Article 8.1.6.1. Regroupement:

Pour tout regroupement de déchets, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.

Article 8.1.6.2. Transvasement:

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule citerne, l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté,
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet,
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité,
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

Moyens de transvasement

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur, pont roulant...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

CHAPITRE 8.2AIRE DE DÉPOTAGE DES CITERNES À VIDANGE

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

La fosse de rétention dans laquelle sont positionnées les bennes réceptrices et matières provenant du dépôtage des citernes à vidange ainsi que l'ensemble des zones raccordées hydrauliquement à cette fosse (zone de débordage et de binotage notamment) sont protégées des eaux météoriques.

Cette fosse doit en fonctionnement normal être entièrement vide. Le contrôle d'une éventuelle présence de liquide au fond de celle-ci doit être visuelle ment possible en toutes circonstances de manière aisées, à défaut la fosse est équipée d'une alarme en point bas.

La fosse de rétention doit être étanche aux produits quelle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides; la récupération des liquides ou des produits qu'elle est susceptible de contenir ne doit pas pouvoir se faire gravitairement.

S'il est fait usage d'un capot mobile, les eaux pluviales collectées par celui-ci ne doivent pas rejoindre la fosse mais être collectées et évacuées après traitement éventuel dans les conditions prévues par l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou, à défaut, être éliminées en tant que déchet.

CHAPITRE 8.3STOCKAGE CITERNES SOUS PRAEU

Les 6 cuves aériennes de 30 m³ de liquides en vrac sont compatibles avec la nature des déchets qui y sont stockés; Elles sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et une vidange complète des véhicules;

Elles sont équipées d'un dispositif de mesure des niveaux.

Leur forme est conçue pour permettre un nettoyage facile.

Chaque cuve a une affectation précise et clairement identifiée. L'exploitant tient une chronique des déchets qui y sont entreposés.

Des moyens physiques préviennent les erreurs de manipulation.

L'exploitant procède à une inspection visuelle des cuves au moins deux fois par an.

CHAPITRE 8.4BATIMENT A

Le bâtiment de 392 m², partagé en 4 cellules de 98 m², est dédié au transit et regroupement de déchets dangereux et DTQD. Chaque cellule est limitée à 12 000 kg de déchets, conditionnés de manière à éviter toute perte de confinement des produits. La hauteur de stockage est limitée à 5 mètres

La durée de stockage n'excède pas 90 jours.

La stabilité mécanique du stockage est assurée.

L'aménagement doit permettre un accès facile et la libre circulation entre les palettes de déchets.

Chaque stock de déchet doit être identifié par, au minimum:

- la date d'arrivée,
- les coordonnées du producteur,
- la quantité estimée,
- le type de déchets.

TITRE 9 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé mensuellement.

Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Auto surveillance assurée par l'exploitant	
Paramètres	Périodicité de la mesure
pH	Annuelle
MES	
DCO	
DBO ₅	
CN	
Métaux totaux	
Hydrocarbures	

ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES

Article 9.2.3.1. Effets sur l'environnement :

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 2 piézomètres, placées en amont et en aval du site, comme suit :

Auto surveillance assurée par l'exploitant	
Paramètres	Périodicité de la mesure
pH	Semestrielle
MES	
DCO	
CN	
Métaux totaux	
Aluminium	
Chrome	
Nickel	
Hydrocarbures	

Les résultats sont adressés à l'inspection des installations classées, accompagnés d'un graphe récapitulatif, par piézomètre, des niveaux relevés sur la plus grande période possible et suivant les paramètres évolutifs.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 9.2.4.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée en cas d'évolution susceptible d'engendrer une évolution des émissions sonores, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé chaque semestre à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILAN DÉ FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code l'environnement. Le bilan est à fournir avant la date anniversaire de l'arrêté d'autorisation plus 10 ans.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;

- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une analyse des meilleurs techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement
- des propositions de d'amélioration de la protection de l'environnement par mise en œuvre de techniques répondant aux meilleurs techniques disponibles par une analyse technico-économique. Un échéancier de mise en œuvre permettra de conclure sur ce point le cas échéant.
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

TITRE 10- ECHÉANCES

Article	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
7.2.4	Réalisation des travaux de protection contre la foudre	30 septembre 2009
7.4.1	Le bâtiment B est équipé d'un système de détection d'incendie, conforme aux référentiels en vigueur est mis en place, avec alarme sonore et renvoi téléphonique au personnel d'astreinte.	31 décembre 2009

TITRE 11 MESURES EXECUTOIRES

CHAPITRE 11.1– NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

CHAPITRE 11.2– EXECUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture, M. le sénateur-maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sénateur-maire de Mâcon
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17, avenue Jean Bertin 21000 Dijon
- M. le directeur régional de l'environnement à Dijon
- Mme la directrice départementale de l'équipement à Mâcon
- Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt à Mâcon
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à Mâcon
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à Mâcon
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à Mâcon
- M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile à Mâcon

-
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines – inspecteur des installations classées, 206, rue Lavoisier – B.P. 72031 – 71020 Mâcon Cedex 9
 - le pétitionnaire

Mâcon, le 2 juin 2009

Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire


Marie-Françoise LECAILLON

annexé à l'arrêté n°	du	déchets conditionnés	déchets vrac liquide
LISTE DES DECHETS AUTORISES			
Code nomenclature - Désignation déchets			
01 Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux :			
01 01 Déchets provenant de l'extraction des minéraux :			
01 03 05* autres stériles contenant des substances dangereuses			
01 03 07* autres déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères		x	x
01 03 09 boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07		x	x
01 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
01 04 07* déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères			
01 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
01 05 Boues de forage et autres déchets de forage :			
01 05 04 boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce			x
01 05 05* boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures			x
01 05 06* boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses			x
01 05 07 boues et autres déchets de forage contenant des sels de baryum, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06			x
01 05 08 boues et autres déchets de forage contenant des chlorures, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06			x
01 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
02 Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments			
02 01 01 boues provenant du lavage et du nettoyage			
02 01 06* déchets agrochimiques contenant des substances dangereuses			x
02 01 09 déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubrique 02 01 06		x	
02 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x	
02 02 01 boues provenant du lavage et du nettoyage			
02 02 04 boues provenant du traitement in situ des effluents			x
02 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
02 03 01 boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation			
02 03 03 déchets de l'extraction aux solvants			x
02 03 05 boues provenant du traitement in situ des effluents		x	x
02 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
02 04 Déchets de la transformation du sucre			
02 04 02 carbonate de calcium déclassé			
02 04 03 boues provenant du traitement in situ des effluents		x	
02 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
02 05 Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers :			
02 05 02 boues provenant du traitement in situ des effluents			
02 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
02 06 Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie			
02 06 02 déchets d'agents de conservation			
02 06 03 boues provenant du traitement in situ des effluents		x	
02 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
02 07 01 déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières			x
02 07 02 déchets de la distillation de l'alcool			
02 07 03 déchets de traitements chimiques		x	x
02 07 05 boues provenant du traitement in situ des effluents		x	
02 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
03 Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton :			
03 01 Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles :			
03 01 04* sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses			x

Marie-Françoise LECAILLON

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 2^e JUIN 2009
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

03 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.		
03 02 Déchets des produits de protection du bois :		
03 02 01* composés organiques non halogénés de protection du bois		
03 02 02* composés organochlorés de protection du bois	x	x
03 02 03* composés organométalliques de protection du bois	x	x
03 02 04* composés inorganiques de protection du bois	x	x
03 02 05* autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses	x	x
03 02 99 produits de protection du bois non spécifiés ailleurs.	x	x
03 03 Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier :		
03 03 02 boues vertes (provenant de la récupération de liqueur de cuisson)		
03 03 05 boues de désencrage provenant du recyclage du papier		x
03 03 09 boues carbonatées		x
03 03 10 refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique		x
03 03 11 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10		x
04 Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile :		
04 01 Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure :		
04 01 03* déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide		
04 01 04 liqueur de tannage contenant du chrome	x	
04 01 05 liqueur de tannage sans chrome	x	x
04 01 06 boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, contenant du chrome	x	x
04 01 07 boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome		x
04 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
04 02 Déchets de l'industrie textile		
04 02 10 matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire)		
04 02 14* déchets provenant des finitions contenant des solvants organiques	x	
04 02 16* teintures et pigments contenant des substances dangereuses	x	
04 02 17 teintures et pigments autres que ceux visés à la rubrique 04 02 16	x	
04 02 19* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	
04 02 20 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19		x
04 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
05 Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon :		
05 01 Déchets provenant du raffinage du pétrole		
05 01 02* boues de dessalage		
05 01 03* boues de fond de cuves		x
05 01 04* boues d'alkyles acides		x
05 01 05* hydrocarbures accidentellement répandus		x
05 01 06* boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements	x	x
05 01 07* goudrons acides		x
05 01 08* autres goudrons et bitumes	x	
05 01 09* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses		x
05 01 10 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09		x
05 01 11* déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases		x
05 01 12* hydrocarbures contenant des acides		x
05 01 13 boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières		x
05 01 14 déchets provenant des colonnes de refroidissement		x
05 01 15* argiles de filtration usées	x	x
05 01 16 déchets contenant du soufre provenant de la désulfuration du pétrole		x
05 01 17 mélanges bitumineux		x
05 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.		
05 06 Déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon :		
05 06 01* goudrons acides		
05 06 03* autres goudrons		x
05 06 04 déchets provenant des colonnes de refroidissement		x
05 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
05 07 Déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel :		
05 07 01* déchets contenant du mercure	x	

05 07 02 déchets contenant du soufre		
05 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 Déchets des procédés de la chimie minérale :		
06 01 Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides :		
06 01 01* acide sulfurique et acide sulfureux		
06 01 02* acide chlorhydrique	x	x
06 01 03* acide fluorhydrique	x	x
06 01 04* acide phosphorique et acide phosphoreux	x	x
06 01 05* acide nitrique et acide nitreux	x	x
06 01 06* autres acides	x	x
06 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
06 02 Déchets provenant de la FFDU de bases :		
06 02 01* hydroxyde de calcium		
06 02 03* hydroxyde d'ammonium	x	x
06 02 04* hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium	x	x
06 02 05* autres bases	x	x
06 02 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	x
06 03 Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques		
06 03 11* sels solides et solutions contenant des cyanures		
06 03 13* sels solides et solutions contenant des métaux lourds	x	
06 03 14 sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13	x	
06 03 15* oxydes métalliques contenant des métaux lourds	x	
06 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 04 Déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03 :		
06 04 03* déchets contenant de l'arsenic		
06 04 04* déchets contenant du mercure	x	
06 04 05* déchets contenant d'autres métaux lourds	x	
06 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 05 Boues provenant du traitement in situ des effluents :		
06 05 02* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses		
06 05 03 boues provenant du traitement in situ des effluents autres, que celles visées à la rubrique 06 05 02.		x
06 06 Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration		x
06 06 02* déchets contenant des sulfures dangereux		x
06 06 03 déchets contenant des sulfures autres que ceux visés à la rubrique 06 06 02	x	
06 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 07 Déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes :		
06 07 01* déchets contenant de l'amiante provenant de l'électrolyse		
06 07 02* déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore	x	
06 07 03* boues de sulfate de baryum contenant du mercure	x	
06 07 04* solutions et acides, par exemple, acide de contact		x
06 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
06 08 Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium		
06 08 02* déchets contenant des chlorosilanes dangereux		
06 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 09 Déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore		
06 09 02 scories phosphoriques	x	
06 09 03* déchets de réactions basées sur le calcium contenant des substances dangereuses ou contaminées par de telles substances		x
06 09 04 déchets de réactions basées sur le calcium autres que ceux visés à la rubrique 06 09 03	x	
06 09 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 10 Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais :		
06 10 02* déchets contenant des substances dangereuses		
06 10 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 11 Déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants :		
06 11 01 déchets de réactions basées sur le calcium provenant de la production de dioxyde de titane		
06 11 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
06 13 Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs :		
06 13 01* produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides		
06 13 02* charbon actif usé (sauf rubrique 06 07 02)	x	
	x	x

06 13 03 noir de carbone		
06 13 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
07 Déchets des procédés de la chimie organique :		
07 01 Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base :		
07 01 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 01 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés		x
07 01 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques		x
07 01 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés		x
07 01 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation		x
07 01 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés		x
07 01 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés		x
07 01 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses		x
07 01 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11		x
07 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
07 02 Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques		
07 02 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 02 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés		x
07 02 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques		x
07 02 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés		x
07 02 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation	x	
07 02 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	x	
07 02 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés	x	
07 02 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	
07 02 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11		x
07 02 14* déchets provenant d'additifs contenant des substances dangereuses		x
07 02 15 déchets provenant d'additifs autres que ceux visés à la rubrique 07 02 14	x	
07 02 16* déchets contenant des silicones dangereux	x	
07 02 17 déchets contenant des silicones autres que ceux mentionnés à la rubrique 07 02 16	x	
07 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
07 03 Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11) :		
07 03 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 03 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	x	x
07 03 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	x	x
07 03 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	x	x
07 03 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation	x	x
07 03 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	x	x
07 03 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés	x	
07 03 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	
07 03 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11		x
07 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
07 04 Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides :		
07 04 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 04 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	x	x
07 04 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	x	x
07 04 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	x	x
07 04 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation	x	x
07 04 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	x	x
07 04 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés	x	x
07 04 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	x
07 04 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11		x
07 04 13* déchets solides contenant des substances dangereuses		x
07 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
07 05 Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques		
07 05 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 05 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	x	
07 05 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	x	x
07 05 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	x	x
	x	

07 05 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation		
07 05 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	x	
07 05 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés	x	x
07 05 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	x
07 05 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11		x
07 05 13* déchets solides contenant des substances dangereuses		x
07 05 14 déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13	x	
07 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
07 06 Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques		
07 06 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 06 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	x	x
07 06 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	x	x
07 06 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	x	x
07 06 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation	x	x
07 06 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	x	x
07 06 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés	x	x
07 06 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	x
07 06 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11		x
07 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
07 07 Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs :		
07 07 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses		
07 07 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	x	x
07 07 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	x	x
07 07 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	x	x
07 07 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation	x	x
07 07 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	x	x
07 07 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés	x	x
07 07 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	x
07 07 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11		x
07 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
08 Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression :		
08 01 Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis :		
08 01 11* déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses		
08 01 12 déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11	x	x
08 01 13* boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	x	x
08 01 14 boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13		x
08 01 15* boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses		x
08 01 16 boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15		x
08 01 17* déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses		x
08 01 18 déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17	x	x
08 01 19* suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	x	x
08 01 20 suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19	x	x
08 01 21* déchets de décapants de peintures ou vernis	x	x
08 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
08 02 Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques) :		
08 02 02 boues aqueuses contenant des matériaux céramiques		
08 02 03 suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques		x
08 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
08 03 Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression :		
08 03 07 boues aqueuses contenant de l'encre		
08 03 08 déchets liquides aqueux contenant de l'encre		x
08 03 12* déchets d'encres contenant des substances dangereuses	x	x
08 03 13 déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12	x	x
08 03 14* boues d'encre contenant des substances dangereuses	x	x
08 03 15 boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14		x
08 03 16* déchets de solutions de gravure à l'eau forte		x
08 03 17* déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	x	
08 03 18 déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17	x	

08 03 19* huiles dispersées		
08 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
08 04 Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité) :		
08 04 09* déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses		
08 04 10 déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09	x	x
08 04 11* boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	x	x
08 04 12 boues de colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 11		x
08 04 13* boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses		x
08 04 14 boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13		x
08 04 15* déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses		x
08 04 16 déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15	x	x
08 04 17* huiles de résine	x	x
08 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
08 05 Déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08 :		
08 05 01* déchets d'isocyanates.	x	x
09 Déchets provenant de l'industrie photographique		
09 01 Déchets de l'industrie photographique		
09 01 01* bains de développement aqueux contenant un activateur		
09 01 02* bains de développement aqueux pour plaques offset	x	x
09 01 03* bains de développement contenant des solvants	x	x
09 01 04* bains de fixation	x	x
09 01 05* bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation	x	x
09 01 13* déchets liquides aqueux provenant de la récupération in situ de l'argent autres que ceux visés à la rubrique 09 01 05	x	x
09 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
10 Déchets provenant de procédés thermiques :		
10 01 Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19) :		
10 01 01 mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)	x	x
10 01 02 cendres volantes de charbon	x	x
10 01 03 cendres volantes de tourbe et de bois non traité	x	x
10 01 04* cendres volantes et cendres sous chaudière d'hydrocarbures	x	x
10 01 05 déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée	x	x
10 01 07 boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée		x
10 01 09* acide sulfurique		
10 01 13* cendres volantes provenant d'hydrocarbures émulsifiés employés comme combustibles	x	x
10 01 14* mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses	x	x
10 01 15 mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14	x	x
10 01 16* cendres volantes provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses	x	x
10 01 17 cendres volantes provenant de la coïncinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16	x	x
10 01 18* déchets provenant de l'épuration des gaz contenant des substances dangereuses	x	
10 01 19 déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18	x	
10 01 20* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses		x
10 01 21 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20		x
10 01 22* boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses		x
10 01 23 boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22		x
10 01 24 sables provenant de lits fluidisés		x
10 01 25 déchets provenant du stockage et de la préparation des combustibles des centrales à charbon		x
10 01 26 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement	x	x
10 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
10 02 Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier :		
10 02 01 déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries		
10 02 02 laitiers non traités		x
10 02 07* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x	
10 02 08 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07	x	
10 02 10 battitures de laminier	x	x
10 02 11* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	x	x
10 02 12 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11	x	x

10 02 13* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses			
10 02 14 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13			x
10 02 15 autres boues et gâteaux de filtration			x
10 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.			x
10 03 Déchets de la pyrometallurgie de l'aluminium			
10 03 08* scories salées de production secondaire			
10 03 09* crasses noires de production secondaire			x
10 03 16 écumes autres que celles visées à la rubrique 10 03 15			x
10 03 17* déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes			x
10 03 18 déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 03 17	x		
10 03 19* poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses	x		
10 03 20 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 03 19	x		x
10 03 21* autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) contenant des substances dangereuses	x		x
10 03 22 autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21	x		x
10 03 23* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x		x
10 03 24 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 23	x		
10 03 25* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x		
10 03 26 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 25	x		x
10 03 27* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	x		x
10 03 28 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27	x		x
10 03 29* déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires contenant des substances dangereuses	x		x
10 03 30 déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires autres que ceux visés à la rubrique 10 03 29	x		x
10 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x		x
10 04 Déchets provenant de la pyrometallurgie du plomb :			
10 04 01* scories provenant de la production primaire et secondaire			
10 04 02* crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire			x
10 04 03* arséniate de calcium			x
10 04 04* poussières de filtration des fumées	x		
10 04 05* autres fines et poussières	x		x
10 04 06* déchets solides provenant de l'épuration des fumées	x		x
10 04 07* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	x		
10 04 09* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	x		x
10 04 10 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 04 09	x		x
10 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x		x
10 05 Déchets provenant de la pyrometallurgie du zinc :			
10 05 01 scories provenant de la production primaire et secondaire			
10 05 03* poussières de filtration des fumées	x		x
10 05 04 autres fines et poussières	x		x
10 05 05* déchets solides provenant de l'épuration des fumées	x		x
10 05 06* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	x		
10 05 08* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	x		x
10 05 09 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 05 08	x		x
10 05 11 crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 05 10	x		x
10 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x		x
10 06 Déchets provenant de la pyrometallurgie du cuivre :			
10 06 01 scories provenant de la production primaire et secondaire			
10 06 02 crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire	x		x
10 06 03* poussières de filtration des fumées	x		x
10 06 04 autres fines et poussières	x		x
10 06 06* déchets solides provenant de l'épuration des fumées	x		x
10 06 07* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées			
10 06 09* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	x		x
10 06 10 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 06 09	x		x
10 06 99 déchets non spécifiés ailleurs	x		x
10 08 Déchets provenant de la pyrometallurgie d'autres métaux non ferreux			
10 08 04 fines et poussières			
10 08 08* scories salées provenant de la production primaire et secondaire	x		x
10 08 09 autres scories	x		x
10 08 10* crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses	x		x
10 08 11 crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 08 10	x		x

10 08 12* déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes	x	
10 08 13 déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 08 12	x	
10 08 15* poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses	x	
10 08 16 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 08 15	x	x
10 08 17* boues et gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x	x
10 08 18 boues et gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 08 17	x	x
10 08 19* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	x	x
10 08 20 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 08 19	x	x
10 08 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
10 09 Déchets de fonderie de métaux ferreux :		
10 09 09* poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses		
10 09 10 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09	x	x
10 09 11* autres fines contenant des substances dangereuses	x	x
10 09 12 autres fines non visées à la rubrique 10 09 11	x	x
10 09 13* déchets de liants contenant des substances dangereuses		
10 09 14 déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 09 13	x	x
10 09 15* révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses	x	x
10 09 16 révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 09 15	x	
10 09 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
10 10 Déchets de fonderie de métaux non ferreux :		
10 10 09* poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses		
10 10 10 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 10 09	x	x
10 10 11* autres fines contenant des substances dangereuses	x	x
10 10 12 autres fines non visées à la rubrique 10 10 11	x	x
10 10 13* déchets de liants contenant des substances dangereuses		
10 10 14 déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 10 13	x	x
10 10 15* révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses	x	x
10 10 16 révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 10 15	x	
10 10 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
10 11 Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers :		
10 11 05 fines et poussières		
10 11 09* déchets de préparation avant cuisson contenant des substances dangereuses		x
10 11 11* petites particules de déchets de verre et poudre de verre contenant des métaux lourds (par exemple, tubes cathodiques)	x	
10 11 13* boues de polissage et de meulage du verre contenant des substances dangereuses		x
10 11 14 boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13		x
10 11 15* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses		x
10 11 16 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15	x	
10 11 17* boues et gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x	x
10 11 18 boues et gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17	x	x
10 11 19* déchets solides provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	
10 11 20 déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19	x	
10 11 99 déchets non spécifiés ailleurs.		
10 12 Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction :		
10 12 03 fines et poussières		
10 12 05 boues et gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées	x	x
10 12 06 déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson)	x	x
10 12 09* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x	x
10 12 10 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 12 09	x	x
10 12 11* déchets d'émaillage contenant des métaux lourds	x	x
10 12 12 déchets d'émaillage autres que ceux visés à la rubrique 10 12 11	x	x
10 12 13 boues provenant du traitement in situ des effluents	x	x
10 12 99 déchets non spécifiés ailleurs.		x
10 13 Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés :		
10 13 04 déchets de calcination et d'hydratation de la chaux		
10 13 06 fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13)	x	x
10 13 07 boues et gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées	x	x
10 13 09* déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment contenant de l'amiante	x	
10 13 10 déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment autres que ceux visés à la rubrique 10 13 09	x	
10 13 12* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	x	
10 13 13 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12	x	

10 14 Déchets de crématrices :		
10 14 01* déchets provenant de l'épuration des fumées contenant du mercure.		
	x	
11 Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux :		
11 01 Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation) :		
11 01 05* acides de décapage		
11 01 06* acides non spécifiés ailleurs	x	x
11 01 07* bases de décapage	x	x
11 01 08* boues de phosphatation	x	x
11 01 09* boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses		x
11 01 10 boues et gâteaux de filtration autres que ceux visés à la rubrique 11 01 09	x	x
11 01 11* liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses	x	x
11 01 12 liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11	x	x
11 01 13* déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses	x	x
11 01 14 déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13	x	x
11 01 15* éluats et boues provenant des systèmes à membrane et des systèmes d'échange d'ions contenant des substances dangereuses	x	x
11 01 16* résines échangeuses d'ions saturées ou usées	x	x
11 01 98* autres déchets contenant des substances dangereuses	x	x
11 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
11 02 Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux :		
11 02 02* boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goethite)		
11 02 05* déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre contenant des substances dangereuses	x	x
11 02 06 déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre autres que ceux visés à la rubrique 11 02 05	x	
11 02 07* autres déchets contenant des substances dangereuses	x	
11 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
11 03 Boues et solides provenant de la trempe		
11 03 01* Déchets cyanurés	x	x
11 03 02* autres déchets	x	
11 05 Déchets provenant de la galvanisation à chaud	x	
11 05 02 cendres de zinc		
11 05 03* déchets solides provenant de l'épuration des fumées	x	x
11 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	
12 Déchets provenant de la mise en forme du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques :		
12 01 Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques :		
12 01 06* huiles d'usinage à base minérale contenant des halogénés (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)		
12 01 07* huiles d'usinage à base minérale sans halogénés (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)	x	x
12 01 08* émulsions et solutions d'usinage contenant des halogénés	x	x
12 01 09* émulsions et solutions d'usinage sans halogénés	x	x
12 01 10* huiles d'usinage de synthèse	x	x
12 01 12* déchets de cires et graisses	x	x
12 01 14* boues d'usinage contenant des substances dangereuses	x	x
12 01 15 boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14	x	x
12 01 16* déchets de grenillage, contenant des substances dangereuses	x	x
12 01 17 déchets de grenillage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16	x	x
12 01 18* boues métalliques (provenant du meulage et de l'affûtage) contenant des hydrocarbures	x	x
12 01 19* huiles d'usinage facilement biodégradables	x	x
12 01 20* déchets de meulage et matériaux de meulage contenant des substances dangereuses	x	x
12 01 21 déchets de meulage et matériaux de meulage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 20	x	x
12 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
12 03 Déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11) :		
12 03 01* liquides aqueux de nettoyage		
12 03 02* déchets du dégraissage à la vapeur.	x	x
	x	x
13 Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant chapitres 05, 12 et 19)		
13 01 Huiles hydrauliques usagées :		

13 01 01* huiles hydrauliques contenant des PCB (1)		
13 01 04* autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions)	x	x
13 01 05* huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)	x	x
13 01 09* huiles hydrauliques chlorées à base minérale	x	x
13 01 10* huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	x	x
13 01 11* huiles hydrauliques synthétiques	x	x
13 01 12* huiles hydrauliques facilement biodégradables	x	x
13 01 13* autres huiles hydrauliques	x	x
13 02 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées	x	x
13 02 04* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale	x	x
13 02 05* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	x	x
13 02 06* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques	x	x
13 02 07* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables	x	x
13 02 08* autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification	x	x
13 03 Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés	x	x
13 03 01* huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB	x	
13 03 06* huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01	x	
13 03 07* huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale	x	
13 03 08* huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques	x	
13 03 09* huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables	x	
13 03 10* autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	x	
13 04 Hydrocarbures de fond de cale		
13 04 01* hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale	x	x
13 04 02* hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles	x	x
13 04 03* hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation	x	x
13 05 Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures		
13 05 01* déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures		x
13 05 02* boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		x
13 05 03* boues provenant de déshuileurs		x
13 05 08* hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		x
13 05 07* eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		x
13 05 08* mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures		x
13 07 Combustibles liquides usagés		
13 07 01* fioul et gazole	x	x
13 07 02* essence	x	x
13 07 03* autres combustibles (y compris mélanges)	x	x
13 08 Huiles usagées non spécifiées ailleurs :		
13 08 01* boues ou émulsions de dessalage	x	x
13 08 02* autres émulsions	x	x
13 08 99* déchets non spécifiés ailleurs	x	x
14 Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08) :		
14 06 Déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols/de mousses organiques :		
14 06 01* chlorofluorocarbones, HCFC, HFC	x	
14 06 02* autres solvants et mélanges de solvants halogénés	x	x
14 06 03* autres solvants et mélanges de solvants	x	x
14 06 04* boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés	x	x
14 06 05* boues ou déchets solides contenant d'autres solvants	x	x
15 Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs :		
15 01 Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) :		
15 01 10* emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	x	
15 01 11* emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple, amiante), y compris des conteneurs à pression vides	x	
15 02 Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection :		
15 02 02* absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	x	
15 02 03 absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02	x	

16 Déchets non décrits ailleurs dans la liste :		
16 01 Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08)		
16 01 07* filtres à huile		
16 01 08* composants contenant du mercure	x	
16 01 09* composants contenant des PCB	x	
16 01 10* composants explosifs (par exemple, coussins gonflables de sécurité)	x	
16 01 11* patins de freins contenant de l'amiante	x	
16 01 12 patins de freins autres que ceux visés à la rubrique 16 01 11	x	
16 01 13* liquides de frein	x	
16 01 14* antigels contenant des substances dangereuses	x	
16 01 15 antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14	x	x
16 01 16 réservoirs de gaz liquéfié	x	x
16 01 21* composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14	x	
16 01 22 composants non spécifiés ailleurs	x	
16 01 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	
16 02 Déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques	x	
16 02 09* transformateurs et accumulateurs contenant des PCB	x	
16 02 10* équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances autres que ceux visés à la rubrique 16 02 09	x	
16 02 11* équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC	x	
16 02 12* équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre	x	
16 02 13* équipements mis au rebut contenant des composants dangereux (2) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	x	
16 02 14 équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13	x	
16 02 15* composants dangereux retirés des équipements mis au rebut	x	
16 02 16 composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15	x	
16 03 03* déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses	x	
16 03 04 déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03	x	
16 03 05* déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses	x	
16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05	x	
16 05 Gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut	x	
16 05 04* gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	x	
16 05 05 gaz en récipients à pression autres que ceux visés à la rubrique 16 05 04	x	
16 05 06* produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire	x	
16 05 07* produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	x	
16 05 08* produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	x	
16 05 09 produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08	x	
16 06 Piles et accumulateurs	x	
16 06 01* accumulateurs au plomb	x	
16 06 02* accumulateurs Ni-Cd	x	
16 06 03* piles contenant du mercure	x	
16 06 04 piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03) 16 06 05 autres piles et accumulateurs	x	
16 06 06* électrolytes de piles et accumulateurs collectés séparément	x	
16 07 Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)	x	
16 07 08* déchets contenant des hydrocarbures	x	x
16 07 09* déchets contenant d'autres substances dangereuses	x	x
16 07 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	x
16 08 Catalyseurs usés		
16 08 01 catalyseurs usés contenant de l'or, de l'argent, du rhénium, du rhodium, du palladium, de l'iridium ou du platine (sauf rubrique 16 08 07)	x	
16 08 02* catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition (3) dangereux	x	
16 08 03 catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs	x	
16 08 04 catalyseurs usés de craquage catalytique sur lit fluide (sauf rubrique 16 08 07)	x	
16 08 05* catalyseurs usés contenant de l'acide phosphorique	x	
16 08 06* liquides usés employés comme catalyseurs	x	
16 08 07* catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses	x	
16 09 Substances oxydantes	x	
16 09 01* permanganates, par exemple, permanganate de potassium	x	
16 09 02* chromates, par exemple, chromate de potassium, dichromate de sodium ou de potassium	x	
16 09 03* peroxydes, par exemple, peroxyde d'hydrogène	x	

16 09 04* substances oxydantes non spécifiées ailleurs.		
16 10 Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site	x	
16 10 01* déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses	x	
16 10 02 déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01	x	
16 10 03* concentrés aqueux contenant des substances dangereuses	x	
16 10 04 concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03.	x	
16 11 Déchets de revêtements de fours et réfractaires	x	
16 11 01* revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses	x	
16 11 02 revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01	x	
16 11 03* autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés, métallurgiques contenant des substances dangereuses	x	
16 11 04 autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés, métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03	x	
16 11 05* revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses	x	
16 11 06 revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05.	x	
17 Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)		
17 01 06* mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses	x	x
17 02 04* bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances.	x	
17 03 Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés :		
17 03 01* mélanges bitumineux contenant du goudron	x	x
17 03 02 mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01	x	x
17 03 03* goudron et produits goudronnés.	x	x
17 04 09* déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses	x	
17 04 10* câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses	x	
17 05 Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage :		
17 05 03* terres et cailloux contenant des substances dangereuses	x	x
17 05 05* boues de dragage contenant des substances dangereuses	x	x
17 05 07* ballast de voie contenant des substances dangereuses	x	x
17 06 Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante :		
17 06 01* matériaux d'isolation contenant de l'amiante	x	
17 06 03* autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses	x	
17 06 05* matériaux de construction contenant de l'amiante.	x	
17 08 Matériaux de construction à base de gypse :		
17 08 01* matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses	x	
17 09 Autres déchets de construction et de démolition :		
17 09 01* déchets de construction et de démolition contenant du mercure	x	
17 09 02* déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple, mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB)	x	
17 09 03* autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	x	
18 Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux) :		
18 01 Déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme :		
18 01 06* produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses	x	
18 01 07 produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 01 06	x	
18 01 08* médicaments cytotoxiques et cytostatiques	x	
18 01 09 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08	x	
18 02 Déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux :		
18 02 05* produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses	x	
18 02 06 produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 02 05	x	
18 02 07* médicaments cytotoxiques et cytostatiques	x	
18 02 08 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07.	x	
19 Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel :		
19 01 Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets :		
19 01 05* gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées	x	x
19 01 06* déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux	x	x
19 01 07* déchets secs de l'épuration des fumées	x	x
19 01 10* charbon actif usé de l'épuration des gaz de fumées	x	x

19 01 11* mâchefers contenant des substances dangereuses		
19 01 13* cendres volantes contenant des substances dangereuses	x	x
19 01 15* cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses	x	x
19 01 17* déchets de pyrolyse contenant des substances dangereuses	x	x
19 01 18 déchets de pyrolyse autres que ceux visés à la rubrique 19 01 17	x	x
19 01 19 sables provenant de lits fluidisés	x	x
19 01 99 déchets non spécifiés ailleurs		x
19 02 Déchets provenant des traitements physicochimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation) :		
19 02 04* déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux		
19 02 05* boues provenant des traitements physicochimiques contenant des substances dangereuses	x	
19 02 06 boues provenant des traitements physicochimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05		x
19 02 07* hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation		x
19 02 08* déchets combustibles liquides contenant des substances dangereuses	x	x
19 02 09* déchets combustibles solides contenant des substances dangereuses	x	x
19 02 10 déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09	x	x
19 02 11* autres déchets contenant des substances dangereuses	x	x
19 02 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	x
19 03 Déchets stabilisés/solidifiés (4) :		
19 03 04* déchets catalogués comme dangereux, partiellement (5) stabilisés		
19 03 06* déchets catalogués comme dangereux, solidifiés	x	x
19 04 Déchets vitrifiés et déchets provenant de la fabrication :	x	
19 04 01 déchets vitrifiés		
19 04 02* cendres volantes et autres déchets du traitement des gaz de fumée	x	
19 04 04 déchets liquides aqueux provenant de la trappe des déchets vitrifiés	x	x
19 05 Déchets de compostage :	x	x
19 06 Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets :		
19 06 03 liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux		
19 06 04 digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	x	
19 06 05 liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	x	
19 06 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	
19 07 Lixiviats de décharges :		
19 07 02* lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses		
19 07 03 lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02		x
19 08 Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs		x
19 08 01 déchets de dégrillage		
19 08 02 déchets de dessablage		x
19 08 05 boues provenant du traitement des eaux usées urbaines		x
19 08 06* résines échangeuses d'ions saturées ou usées		
19 08 07* solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions	x	x
19 08 08* déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds	x	x
19 08 09 mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées ne contenant que des huiles et graisses alimentaires	x	x
19 08 10* mélange de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09	x	x
19 08 11* boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles	x	x
19 08 12 boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11	x	x
19 08 13* boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles	x	x
19 08 14 boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13	x	x
19 08 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	x
19 09 Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel :	x	x
19 09 01 déchets solides de première filtration et de dégrillage		
19 09 02 boues de clarification de l'eau	x	
19 09 03 boues de décarbonatation	x	x
19 09 04 charbon actif usé	x	x
19 09 05 résines échangeuses d'ions saturées ou usées	x	x
19 09 06 solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions	x	x
19 09 99 déchets non spécifiés ailleurs	x	x
19 10 Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux :	x	x
19 10 03* fraction légère des résidus de broyage et poussières contenant des substances dangereuses		
19 10 05* autres fractions contenant des substances dangereuses	x	x
19 11 Déchets provenant de la régénération de l'huile :	x	x
19 11 01* argiles de filtration usées		
	x	x

19 11 02* goudrons acides		
19 11 03* déchets liquides aqueux	x	x
19 11 04* déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases	x	x
19 11 05* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	x	x
19 11 06 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05	x	x
19 11 07* déchets provenant de l'épuration des gaz de combustion	x	x
19 11 99 déchets non spécifiés ailleurs.	x	x
19 12 Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs :		
19 12 06* bois contenant des substances dangereuses		
19 12 11* autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses	x	
19 13 Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines :	x	x
19 13 01* déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses	x	x
19 13 02 déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01	x	x
19 13 03* boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses	x	x
19 13 04 boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03	x	x
19 13 05* boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses	x	x
19 13 06 boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05	x	x
19 13 07* déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses	x	x
19 13 08 déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que ceux visés à la rubrique 19 13 07.	x	x
20 Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément :		
20 01 Fractions collectées séparément (sauf section 15 01)		
20 01 13* solvants		
20 01 14* acides	x	
20 01 15* déchets basiques	x	
20 01 17* produits chimiques de la photographie	x	
20 01 19* pesticides	x	
20 01 21* tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	x	
20 01 23* équipements mis au rebut contenant des chloro-fluorocarbones	x	
20 01 25 huiles et matières grasses alimentaires	x	
20 01 26* huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25	x	x
20 01 27* peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses	x	x
20 01 28 peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27	x	x
20 01 29* détergents contenant des substances dangereuses	x	x
20 01 30 détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29	x	x
20 01 31* médicaments cytotoxiques et cytostatiques	x	x
20 01 32 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31	x	
20 01 33* piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles	x	
20 01 34 piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33	x	
20 01 35* équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux (6) autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	x	
20 01 36 équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35	x	
20 01 37* bois contenant des substances dangereuses	x	
20 01 41 déchets provenant du ramonage de cheminée	x	
20 02 Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière) :		
20 03 Autres déchets municipaux :		
20 03 03 déchets de nettoyage des rues		
20 03 04 boues de fosses septiques		x
20 03 05 déchets provenant du nettoyage des égouts		x
20 03 99 déchets municipaux non spécifiés ailleurs		x

4.1 plan de masse projet

— Flux thermique 2 kW/m²
 — Flux thermique 5 kW/m²
 — Flux thermique 3 kW/m²

Vu pour être annexé à
 notre arrêté en date de ce jour

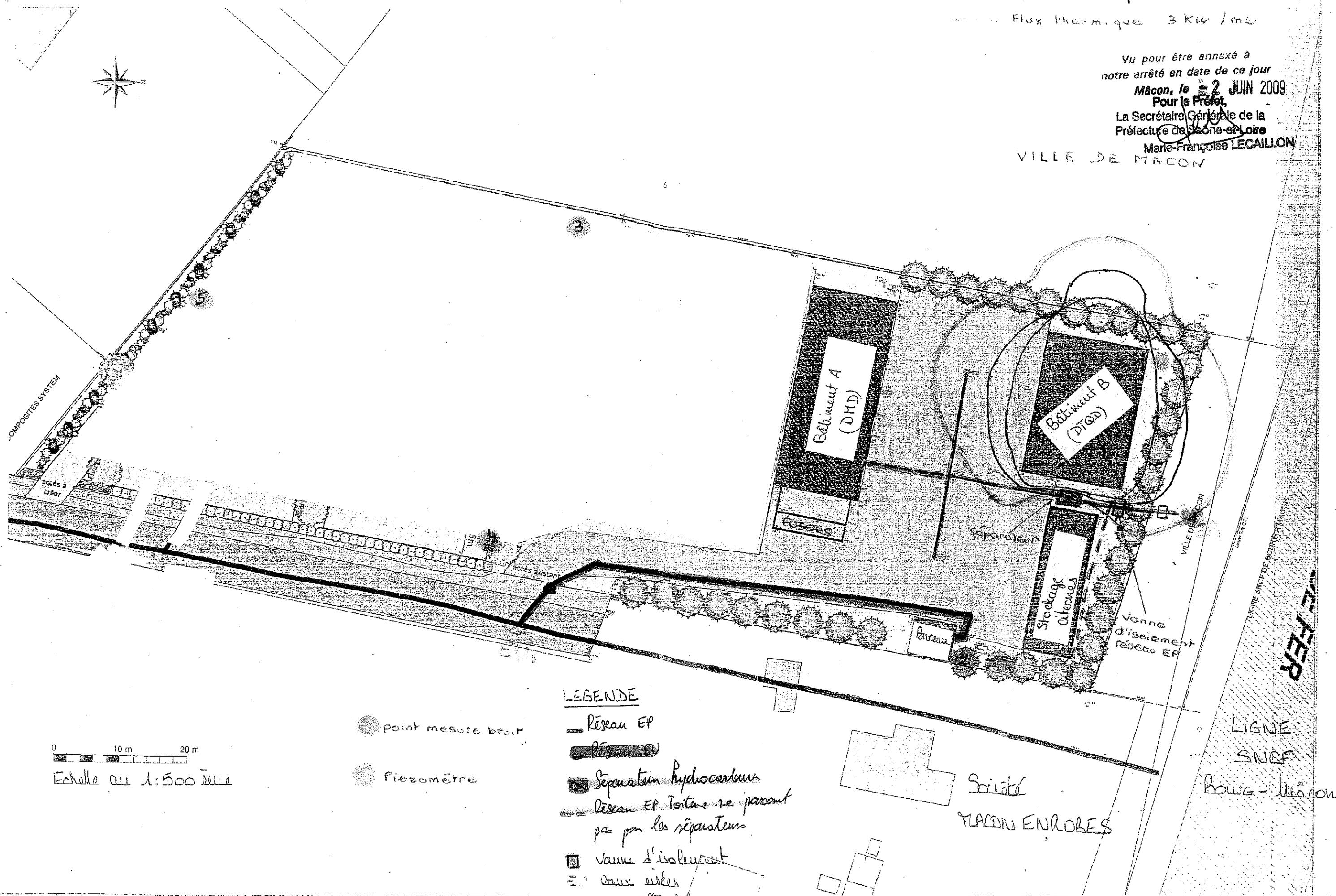
Mâcon, le 2 JUIN 2009

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale de la
 Préfecture de Saône-et-Loire

Marie-Françoise LECAILLON

VILLE DE MACON



LEGENDE

- point mesure bruit
- Piezomètre
- Réseau EP
- Réseau BV
- Séparateur hydrocarbures
- Réseau EP Toiture se passant pas par les séparateurs
- Vanne d'isolement
- Vaux aérés

0 10 m 20 m

Echelle au 1:500ème